Le programme AGLAE

Approche Genre, Levier de l'Activité Économique

vendredi 27 novembre 2009, par Yveline Nicolas

Dans le cadre du Fonds de solidarité prioritaire Genre et développement économique, Adéquations fait partie du programme AGLAE qui regroupe six ONG françaises et leurs partenaires au Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin.

Sommaire de cet article

- Cadre de référence du programme
- Présentation du programme AGLAE
- Les partenaires ouest africains

Le programme AGLAÉ (Approche Genre, Levier de l'Activité Économique) a pour objectif de soutenir des actions de développement économique conduites par des femmes et organisations de femmes dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Togo. Ces actions renforceront des filières porteuses pour les femmes dans le secteur de l'artisanat et favoriseront la création de micro-entreprises et de structures d'appui et d'accompagnement.

La spécificité et le gage de l'efficacité de l'approche proposée reposent sur la prise en compte des rapports sociaux et politiques entre les hommes et les femmes afin de renforcer l'impact des projets et d'améliorer durablement le statut des femmes des zones ciblées.

Cadre de référence du programme

Les femmes africaines sont largement impliquées dans l'économie de leur pays et disposent de nombreux savoir-faire. L'économie constitue pour elles un levier essentiel, pour faire entendre leur voix, défendre leurs droits, satisfaire leurs besoins pratiques, ceux de leur famille, tout en développant leurs intérêts stratégiques et leur *empowerment*. Mais les femmes entrepreneures, notamment dans le secteur artisanal, ne sont pas assez reconnues et leurs potentialités sont insuffisamment mises en valeur, en raison de multiples contraintes socio-économiques, institutionnelles, familiales.

La problématique de la participation socio-économique des femmes varie beaucoup en fonction de la zone géographique. Les quatre pays dans lesquels le programme AGLAÉ intervient sont classés parmi les 25 derniers pays (sur 157 pays répertoriés) selon l'indice sexospécifique de développement humain du PNUD, allant d'un indice de 0,364 pour le Burkina Faso à 0,494 pour le Togo. Cela montre, pour des pays qui ont, par ailleurs, un indice de développement humain très bas, que les écarts entre hommes et femmes sont très conséquents. Ainsi, en moyenne dans l'ensemble de la zone couverte, 27% des femmes sont alphabétisées, pour 48% des hommes ; 33% des filles sont scolarisées, pour 46% des garçons ; et les femmes gagnent en moyenne moins de la moitié du salaire des hommes.

D'une manière générale, dans les zones concernées par le projet, les femmes ont moins accès à l'éducation et à la formation qualifiante que les hommes, et même lorsqu'elles maîtrisent une technique professionnelle, par exemple la fabrication d'un produit, elles sont souvent moins compétitives que les hommes (et que les filières étrangères, a fortiori) sur le marché. Cela peut être dû à la qualité du produit faute de savoir-faire, de moyens adéquats de production, et s'explique également par les capacités organisationnelles (accès aux matières premières, mutualisation d'outillages, organisation de l'atelier, standardisation des produits…) et commerciales (stratégie marketing, mise en valeur du produit, prise de contact avec des clients, vente, suivi de la satisfaction du client). Les femmes ont un accès inégal aux

formations, aux espaces de concertation et aux réseaux qui leur permettraient de prendre en compte ces aspects. Or, améliorer leurs compétences techniques et organisationnelles est souvent la première étape d'un processus d'émancipation s'appuyant sur une activité économique réellement autonomisante.

Formant entre 10 et 20% du PIB selon les Etats, l'artisanat représente pour les pays africains un potentiel de développement économique, de lutte contre la pauvreté et de création de revenus et d'emploi, encore très insuffisamment valorisé. Le forum du réseau africain d'appui à la micro-entreprise qui s'est tenu à Cotonou en 2005 a indiqué que le secteur de l'artisanat en Afrique fournit 70% des emplois et concerne 90% de la main d'œuvre des entreprises et engendre un taux de croissance de 2,2% à 3,3% par an. Dans le contexte de crise économique et écologique, la dynamisation du secteur de l'artisanat apparaît comme un atout spécifique à l'Afrique, à l'intersection des composantes environnementales, économiques et culturelles de politiques de développement durable. Sobres en énergie, basées sur des ressources locales, les productions artisanales pourraient alimenter largement en objets de la vie quotidienne les marchés régionaux, tout en permettant de conserver et de faire évoluer des techniques et patrimoines culturels.

Les pays où agissent les partenaires du programme AGLAE et leurs réseaux présentent un secteur de l'artisanat porteur. Y mettre en pratique l'approche de genre est impératif : si les hommes et les femmes, dans ce secteur, ont un métier similaire (bien que la plupart des filières restent sexuées), les femmes n'ont pas un accès et un contrôle égal des ressources (équipements, formation, crédit, moyens de transport, circuits de commercialisation…), n'ont pas le même pouvoir de décision et ne tirent pas la même reconnaissance sociale de leurs activités que les hommes. Leurs activités génératrices de revenus se surajoutent à une charge de travail domestique souvent écrasante. Par ailleurs, l'accès au crédit et au secteur bancaire officiel leur est plus difficile (surtout quand elles ne sont pas lettrées) et elles n'ont pas toujours la libre utilisation des revenus générés. De plus, leur représentation et leur accès aux instances décisionnelles des organisations qui élaborent ou mettent en œuvre les politiques économiques restent insuffisantes, au niveau global comme sur le plan territorial.

Toutes ces contraintes institutionnelles et socio-culturelles provoquent une disparité nette entre les revenus que chacun tirera de l'activité et entre les temps de travail affectés à cette activité. Elles donnent aux micro-entreprises féminines des caractéristiques spécifiques qu'il faut prendre en compte : taille réduite avec une croissance irrégulière, concentration dans des secteurs peu diversifiés, coût de production élevé et productivité faible, problème de débouchés car localisées souvent près du domicile, risque de voir les gains et les capitaux captés par la structure familiale, risque de recours au travail des fillettes, etc.

Au delà d'un simple appui à la création de revenus dans des secteurs traditionnels, les actions doivent donc viser une amélioration sociale de la situation et du statut des femmes et réduire les déséquilibres entre les hommes et les femmes, tout en s'appuyant sur les évolutions en cours, notamment les interactions générationnelles et les recompositions sociales et familiales liées aux migrations. La question du travail des femmes d'une manière générale, celle de la professionnalisation et de l'entreprenariat féminin ne peuvent être traitées efficacement d'une manière seulement technique sans prise en compte globale de l'environnement social et familial et sans analyse des rapports sociaux de sexe, des représentations sociales, des résistances à l'œuvre et des transformations en cours dans les pays et les filières concernées. De la même façon, la mise en œuvre d'actions de renforcement organisationnel, de professionnalisation, d'autonomisation économique des femmes a des répercussions sur le tissu social. Une sensibilisation des femmes et des hommes aux droits et à l'égalité et un plaidoyer en direction des décideurs sont d'autant plus pertinents pour accompagner ces changements.

Présentation du programme AGLAE

AGLAÉ : synergie et complémentarité des approches genre et développement économique au service d'une autonomisation pérenne des femmes du secteur de l'artisanat.

Pour traiter cette problématique, le programme AGLAE s'appuie sur quatre projets complémentaires et

interconnectés, au Bénin, Togo, Niger et Burkina Faso. Ils répondent à la fois à des besoins pratiques et préalablement identifiés (renforcement des compétences techniques des artisanes, accompagnement d'entrepreneures à la création d'activité économique, insertion socioprofessionnelle de jeunes femmes, amélioration de l'organisation de l'atelier, ou de filière, accès au marché) et aux intérêts stratégiques des femmes et groupes de femmes (organisation, représentation, connaissance des droits…).

Le programme repose sur une stratégie d'intégration transversale du genre pour que chaque projet induise des changements socio-économiques vers plus d'égalité entre femmes et hommes. Au terme du programme, l'ensemble des acteurs aura par ailleurs acquis une compétence accrue pour l'approche genre, qu'ils pourront réinvestir dans d'autres actions.

Six ONG françaises (Adéquations, ASTER-International, Equilibres & Populations, Ethnik, Guilde européenne du Raid, Terre des Hommes) ont décidé d'unir leurs compétences et de coordonner leurs efforts au sein d'un consortium. Ce consortium offre ainsi une forte complémentarité d'expertise et de savoir-faire, regroupant des organisations spécialisées dans le soutien aux activités économiques des femmes et des hommes (formations, appui à la création d'entreprise, accompagnement, renforcement organisationnel et capacités de négociation...) et des organisations spécialisées dans la mise en œuvre du genre et le plaidoyer dans le domaine de l'égalité.

Ethnik, La Guilde européenne du Raid, Terre des Hommes France, sont compétentes sur les questions techniques de formations professionnelles et d'accès au marché, dans le secteur de l'artisanat et d'autres secteurs. Elles ont aussi développé un savoir-faire en matière de formations et d'accompagnement, mais sans nécessairement prendre en compte toutes les questions sociales et politiques attachées au travail des femmes, à leur statut dans la société et à l'évolution des relations sociales femmes-hommes dans chaque contexte.

De leur côté, les organisations investies depuis de nombreuses années sur les questions du genre, en termes à la fois de méthodologie, de sensibilisation et de plaidoyer, telles que Adéquations, ASTER-International et Equilibres & Populations maîtrisent bien ces problématiques sociales et politiques, et participent ou mènent des projets pilotes, intervenant dans le cadre de collectifs et de réseaux (comme la commission genre de Coordination Sud, le réseau Genre en Action, la plate-forme genre et développement du MAEE...).

Ces ONG ont en commun d'avoir développé depuis des années des partenariats solides avec des structures locales en Afrique de l'Ouest ainsi qu'une connaissance précise de l'environnement économique et institutionnel des pays d'intervention du programme. Le travail conjoint entre ces deux types d'organisations en lien avec leurs partenaires africains permettra une approche intégrée, en abordant à la fois les questions politiques, économiques, culturelles et sociales qui touchent les activités des femmes artisanes et entrepreneures, et les contraintes et opportunités spécifiques aux femmes et aux hommes. Des transferts de dispositifs pilotes favoriseront *l'empowerment* des femmes et la pérennité des emplois et entreprises créés. Ainsi, une expérience de centre de ressources et d'appui aux initiatives des femmes, inspirée d'une expérience pilote en cours par ASTER au Sénégal, sera adaptée pour le Bénin L'insertion professionnelle de jeunes Béninoises et Togolaises, menée par Terre des Hommes France, intègrera l'approche genre dans sa formation. De même, certains intervenants des formations techniques et organisationnelles développées par la Guilde au Niger seront des vecteurs de cette approche.

L'appui à l'identification et l'organisation d'axes pertinents et ciblés de plaidoyer au niveau global du projet et au niveau de chaque volet national, visera à articuler les initiatives de terrain aux enjeux globaux et à donner des ressources aux partenaires locaux pour poursuivre sur la durée une action en faveur de la gouvernance économique des femmes.

Les partenaires ouest africains

Le programme AGLAÉ travaille avec des organisations d'appui aux activités économiques dans le secteur

de l'artisanat. Ces organisations accompagnent des hommes et/ou des femmes vers la création et/ou la structuration d'activités (formations, appui à la création d'entreprise, accompagnement, renforcement organisationnel et capacités de négociation, etc.) dans des secteurs diversifiés. La nature et les modes d'intervention de ces organisations d'appui et les publics ciblés sont diversifiés selon les contextes, l'antériorité et le niveau d'expérience des acteurs, leur articulation avec des réseaux nationaux et sous-régionaux et des pouvoirs publics.

Au Bénin

- L'ACFB (Association de Caisses de Financements à la Base) est une institution de microfinance de référence offrant des services qui privilégient les femmes, elle a pour mission de faire la promotion de la femme et de la micro- entreprise.
- Femmes et Vie (AFV) est une association créée en 1995 qui a pour objectifs d'œuvrer pour l'amélioration du statut juridique et socio-économique de la femme, de contribuer à la promotion des activités génératrices de revenu des femmes, de renforcer les capacités techniques des femmes par des formations, recyclage et ateliers d'échange, d'oeuvrer pour le respect des droits de l'Homme.
- Le Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD), créé en 1989, intervient en milieu rural et urbain, avec pour mission principale de contribuer efficacement à l'amélioration du niveau de vie des populations démunies et à la promotion du développement intégral de l'Homme.

Ces trois organisations sont membres du Réseau Aoudaghost qui réunit des organisations du Bénin, du Togo, du Mali et du Sénégal, œuvrant pour l'insertion économique et sociale des jeunes et des femmes. Ce réseau est soutenu par Terre des Hommes France.

Au Burkina-Faso

- L'ONG ASMADE (Songui Manégré/Aide au développement endogène) est une structure Burkinabé de promotion des droits qui aide les communautés de base à traduire leurs besoins en projets concrets et réalisables. Elle a été créée en 1994, reconnue en tant qu'association en 1996 puis en 2006 comme ONG sur le plan national. Elle est membre du réseau ASTER-International. Les actions se regroupent en quatre axes principaux : la promotion de la santé par l'éducation à l'hygiène et l'assainissement, l'éducation et la promotion des mutuelles de santé ainsi que la promotion de la santé de la procréation ; l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; les échanges inter culturels ; la lutte contre la pauvreté par l'appui aux femmes actrices de l'alimentation de rue. Asmade intervient en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et de promotion de la santé en s'appuyant sur des approches participatives mises en pratique par le biais de formations, de rencontres, d'échanges et de l'utilisation de l'outil théâtral. Les communautés sont elles-mêmes les décideuses et les actrices de leurs projets de développement.
- La pépinière d'entreprises de Tenkodogo
- La Mairie de Tenkodogo
- Le Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'appui aux Micro et Petites Entreprise (CFPPS–MPE), est une structure sous financement la Coopération Autrichienne, les « Amis de Djibo » et l'ONG EWA. Sa création a été inspirée par l'ONG EWA, basée en Autriche, suite aux enseignements tirés de son intervention dans le développement à la base, en particulier dans l'appui à l'émergence de facilitateurs relais en gestion .Le Centre a comme objectif général de : « Contribuer à la réduction de la pauvreté par le renforcement des capacités des prestataires de BDS en vue d'accompagner les organisations communautaires à la base, leurs institutions et leurs membres »

Au Niger

- Le Salon International de l'Artisanat pour et par la Femme (SAFEM) est une manifestation commerciale initiée par le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat du Niger en collaboration avec le Ministère chargé de la Promotion de la Femme et l'appui de partenaires extérieurs et des acteurs nationaux du secteur de l'artisanat. La première édition fut organisée en 2000, et depuis, le salon connaît un succès croissant (503 exposantes et 30 000 visiteurs en 2005, 700 exposants et 57 000 visiteurs en 2007).

- La Section Féminine de la Fédération Nationale des Artisans du Niger (FNAN) et ses représentations régionales. La Fédération Nationale des Artisans du Niger (FNAN) est une organisation socioprofessionnelle crée le 2 Juillet 1999 qui regroupe les artisans exerçant sur le territoire de la République du Niger. Elle regroupe 79 000 artisans du Niger. La création de la section féminine de la FNAN est une recommandation issue de l'atelier femmes et artisanat tenu en 2001 à Niamey en marge du SAFEM qui est un salon international de l'artisanat pour la femme. La FNAN mobilisera les artisanes sur l'intérêt de participer aux formations techniques, et sera une des destinatrice du renforcement en matière d'approche Genre.
- Le groupement d'intérêt économique GIE – DANI (Développement de l'artisanat au Niger) réunit 13 coopératives artisanales réparties sur tout le territoire du Niger. Il comporte 227 ateliers, 2836 artisans dont 1078 femmes, 10 boutiques de vente au Niger et 6 mutuelles d'épargne et de crédit. Le GIE est géré par un conseil d'administration et dispose d'un dispositif commercial.
- Les 7 Directions Régionales chargées de l'Artisanat du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat ; elles seront les correspondantes permanentes du projet en régions et permettront d'organiser l'action. Elles seront aussi renforcées dans leurs capacités organisationnelles et seront actrices dans le processus d'intégration du genre dans le projet.
- Le ROAFA (Réseau Ouest Africain des Femmes Artisanes) doit être envisagé sur un plan sous-régional. Sa structuration et son renforcement contribueront grandement à l'émancipation des femmes artisanes des 4 pays du programme.

Au Togo

- La CAGED est une association togolaise, qui a pour mission d'assurer la promotion sociale des jeunes et des femmes par l'accès à un métier à travers la formation professionnelle. Elle intervient principalement auprès des jeunes déscolarisé-es.
- SOTCHI est une association qui travaille principalement autour des axes suivants : scolarisation des jeunes filles, défense des droits des employées de maison, lutte contre le trafic des enfants, en proposant aux jeunes filles et aux enfants des solutions pour se prendre en charge.

Ces organisations sont membres du Réseau Aoudaghost (cf. ci-dessus).

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1265